



SDG
TRANSFORMATION
CENTER

Une décennie après leur adoption à l'ONU, le monde reste fortement engagé en faveur des Objectifs de Développement Durable (ODD)

Le soutien limité et déclinant des grandes puissances au multilatéralisme sous l'égide de l'ONU, ainsi que le manque d'espace budgétaire, constituent des obstacles majeurs à la réalisation de ces objectifs mondiaux.

24 juin 2025 (Paris, France) — Dix ans après l'adoption des Objectifs de Développement Durable (ODD), les progrès sont largement insuffisants, avec moins de 20 % des cibles susceptibles d'être atteintes d'ici 2030. Toutefois, les moyennes mondiales masquent de profondes disparités régionales et nationales dans la progression des ODD. Malgré ces défis, l'engagement en faveur des ODD demeure élevé chez la majorité des États membres de l'ONU, selon la 10^e édition du *Rapport sur le développement durable* (SDR), publiée aujourd'hui par le Réseau des solutions pour le développement durable des Nations Unies (SDSN).

Le rapport comprend l'Indice et les Tableaux de bord des ODD, qui classent tous les États membres de l'ONU en fonction de leur performance sur les 17 Objectifs. Cette édition introduit également un nouvel indice (SDGi) axé sur 17 indicateurs clés pour suivre l'évolution générale des ODD dans le temps. En amont de la 4^e Conférence internationale sur le financement du développement (FFD4), qui se tiendra à Séville, Espagne (30 juin – 3 juillet 2025), le rapport formule des recommandations urgentes pour réformer l'Architecture financière internationale mondiale, afin de libérer les financements nécessaires à la réalisation des ODD. À l'occasion du 80^e anniversaire de la création du système des Nations Unies, le rapport propose également de nouveaux outils et une plateforme web pour évaluer le soutien et l'engagement des pays envers le multilatéralisme onusien à travers un nouvel indice de soutien au multilatéralisme basé sur l'ONU (UN-Mi).

Le professeur Jeffrey D. Sachs, président du SDSN et l'un des auteurs principaux du rapport, souligne :

« Dans un contexte de tensions géopolitiques croissantes, d'inégalités mondiales grandissantes et de crise climatique, ce rapport rappelle que le monde reconnaît massivement les ODD comme une voie essentielle vers la paix, l'équité et le bien-être. De nombreux pays enregistrent des progrès significatifs, mais beaucoup plus pourrait être accompli grâce à des investissements accrus dans l'éducation, les technologies vertes et les solutions numériques. Par-dessus tout, nous avons besoin de paix et de coopération internationale pour réaliser les ODD. »

Le rapport est disponible en ligne à partir du 23 juin 2025 à 23h59 CET [ici](#) :

 [Site Web](#)

 [Visualisation des données SDG Index](#)

 [Visualisation des données UN-Mi](#)

Détails de citation :

Sachs, J.D., Lafortune, G., Fuller, G., Iablonovski, G. (2025). *Financer les ODD d'ici 2030 et le*

Cette édition du SDR 2025 souligne cinq messages clés :

1. L'engagement envers les ODD est élevé à l'échelle mondiale.

À ce jour, 190 des 193 États membres de l'ONU ont participé au processus de Revue nationale volontaire (RNV), présentant leurs plans et priorités pour le développement durable. Depuis 2015, la plupart des pays ont soumis deux RNVs ou plus, et 39 pays se sont engagés à en présenter un cette année. Seuls trois pays n'y ont jamais participé : Haïti, le Myanmar et les États-Unis. Par ailleurs, un nombre croissant de collectivités territoriales développent des Revues locales volontaires (RLV) pour faire état des progrès à l'échelle locale.

2. Les pays européens restent en tête de l'Indice ODD, tandis que les pays d'Asie de l'Est et du Sud progressent rapidement.

Comme les années précédentes, les pays nordiques sont en tête de l'Indice ODD : Finlande (#1), Suède (#2), et Danemark (#3). Cependant, même ces pays rencontrent des difficultés pour atteindre plusieurs objectifs et génèrent d'importants effets négatifs à l'échelle internationale, notamment en raison de leur consommation non durable. En moyenne, les pays d'Asie de l'Est et du Sud affichent les progrès les plus rapides depuis 2015 (en point) : Népal (+11,1), Cambodge (+10), Philippines (+8,6), Bangladesh (+8,3), et Mongolie (+7,7). Parmi les autres pays en forte progression figurent : Bénin (+14,5), Pérou (+8,7), Émirats arabes unis (+9,9), Ouzbékistan (+12,1), Costa Rica (+7), et Arabie saoudite (+8,1). Cette année, la Chine (#49) et l'Inde (#99) figurent pour la première fois respectivement dans le top 50 et le top 100 de l'Indice ODD.

3. Au niveau mondial, les progrès des ODD stagnent.

Aucun des 17 Objectifs mondiaux n'est actuellement en voie d'être atteint. Seuls 17 % des cibles devraient être atteintes d'ici 2030. Les conflits, les vulnérabilités structurelles et le manque d'espace budgétaire freinent les avancées, en particulier dans les pays émergents et en développement. Cinq cibles montrent un recul significatif depuis 2015 : taux d'obésité (ODD 2), liberté de la presse (ODD 16), gestion durable de l'azote (ODD 2), indice de la Liste rouge de l'IUCN (ODD 15), et indice de perception de la corruption (ODD 16). En revanche, de nombreux pays ont amélioré l'accès aux services et infrastructures de base, comme : utilisation du haut débit mobile (ODD 9), accès à l'électricité (ODD 7), usage d'internet (ODD 9), mortalité des moins de 5 ans (ODD 3) et mortalité néonatale (ODD 3). Cependant, ces progrès restent menacés par les tensions géopolitiques et la diminution des financements internationaux pour le développement.

4. La Barbade reste en tête du classement du multilatéralisme onusien, tandis que les États-Unis ferment la marche.

L'Indice UN-Mi classe les pays selon leur soutien au système des Nations Unies. Les trois premiers pays sont : Barbade (#1), Jamaïque (#2) et Trinité-et-Tobago (#3). Parmi les membres du G20, le Brésil (#25) se classe le plus haut, tandis que le Chili (#7) est en tête parmi les pays de l'OCDE. Les États-Unis, qui se sont retirés de l'Accord de Paris pour le Climat et de l'OMS et s'opposent désormais explicitement aux ODD et à l'Agenda 2030, arrivent derniers du classement (#193) pour la deuxième année consécutive.

5. L'Architecture financière internationale doit être réformée de toute urgence.

Près de la moitié de la population mondiale vit dans des pays qui ne peuvent pas investir suffisamment dans le développement durable en raison de dettes insoutenables et d'un accès limité à des financements à long terme abordables. Le développement durable est un investissement à fort rendement, mais l'Architecture financière internationale continue de privilégier les pays à revenu élevé, au détriment des pays émergents et en développement, qui offrent pourtant de meilleures perspectives de croissance. Les biens publics mondiaux restent également gravement sous-financés. La prochaine conférence FFD4 représente une opportunité cruciale pour réformer ce système et orienter les financements internationaux vers les pays émergents et en développement.

Depuis 2016, le SDR fournit les données les plus récentes pour suivre et comparer les performances des États membres de l'ONU sur les ODD. Cette année, plus de 200 000 points de données ont été mobilisés pour produire plus de 200 profils nationaux et régionaux.

Contacts :

✉ Alyson Marks | alyson.marks@unsdsn.org (Responsable Communication et Relations Extérieures, États-Unis)

✉ Guillaume Lafortune | guillaume.lafortune@unsdsn.org (Vice-président du SDSN, Coordinateur principal et auteur du rapport, France)

À propos du SDSN

Le Réseau des solutions pour le développement durable des Nations Unies (SDSN) opère depuis 2012 sous l'égide du Secrétaire général de l'ONU. Il mobilise l'expertise scientifique et technologique mondiale pour promouvoir des solutions concrètes aux défis du développement durable, notamment la mise en œuvre des ODD et de l'Accord de Paris. Le SDSN cherche à accélérer les apprentissages communs et à promouvoir des approches intégrées face aux enjeux économiques, sociaux et environnementaux interconnectés. Parmi ses principales initiatives figure le Centre de Transformation ODD (*SDG Transformation Center*), basé à Paris, qui produit le SDR et fournit des outils et analyses scientifiques pour les trajectoires, politiques et financements des ODD.